

Claudine BONIN, 2006

Les conseillers bilan : quelle légitimité professionnelle ? *Du sentiment d'illégitimité ou de légitimité au processus de légitimation.*

Mémoire présenté en vue de l'obtention du Master II Sciences de l'homme et de la société, mention Ingénierie de la formation, spécialité Fonctions d'accompagnement en formation.
Tours Université François Rabelais, 308 p.

Sur fond de crise économique et sociale, dans un monde en mutation, l'adulte doit être l'acteur de son propre devenir professionnel. Pour faire face à ces changements structuraux, le législateur décrète un droit individuel au bilan de compétences destiné aux salariés du secteur privé. D'autres mesures d'accompagnement verront le jour pour tenter de répondre à la question du chômage.

Ces dispositifs d'accompagnement sont créés à partir des années 1990, avant l'apparition d'un groupe de professionnels déjà constitué.

Cette étude vise à questionner la légitimité professionnelle des accompagnateurs bilan. Les sources théoriques qui émanent de divers champs disciplinaires tels que les sciences de l'éducation, la sociologie, la philosophie, amènent aux hypothèses que le processus de légitimation des conseillers bilan émanerait d'une part des dimensions expérientielle et existentielle et d'autre part de la reconnaissance par les pairs, par les institutions et par les « usagers ».

A partir des entretiens réalisés auprès de deux professionnelles du bilan de compétences et la manière dont elles justifient leur légitimité professionnelle, cette étude tente de mettre en lumière le processus de légitimation dans l'agir professionnel.

Mots clés :

Conseiller bilan, profession, professionnalisme, professionnalisation, illégitimité, légitimité, légitimation, loi bilan de compétences 1991, cahier des charges bilan de compétences approfondi, reconnaissance, expérientiel, existentiel, identité professionnelle (construction), pratique professionnelle, accompagnement.